

L'Amérique du Sud, entre ambitions régionales et influences extérieures

Au cours des deux dernières décennies, l'Amérique du Sud a connu d'importantes transformations politiques et économiques. Dans cette vaste région de plus de 400 millions d'habitants, certaines nations tentent d'affirmer leur leadership, tandis que d'autres peinent à sortir de crises économiques ou politiques récurrentes. La région est marquée par une relative absence de conflits armés entre États, ce qui la distingue d'autres parties du monde, mais elle est en revanche confrontée à de fortes tensions internes liées à la criminalité, au narcotrafic et aux inégalités sociales.

Pour comprendre ces dynamiques, il faut rappeler que l'Amérique du Sud porte un lourd héritage historique. Colonisée à partir du XVI^e siècle par les empires espagnol et portugais, la région a longtemps été exploitée comme réservoir de matières premières (or, argent, sucre, café). Les guerres d'indépendance du début du XIX^e siècle, menées par des figures comme Simón Bolívar ou José de San Martín, ont permis la naissance de nouveaux États, mais ceux-ci sont restés marqués par une forte instabilité politique. Au XIX^e siècle, la région a aussi été intégrée dans la sphère d'influence des États-Unis, avec la célèbre doctrine Monroe (1823) proclamant que l'Amérique latine devait rester sous l'influence exclusive de Washington face aux puissances européennes.

Tout au long du XX^e siècle, cette logique s'est traduite par des interventions directes ou indirectes des États-Unis dans les affaires politiques de plusieurs pays sud-américains, par exemple le soutien au coup d'État contre Salvador Allende au Chili en 1973, l'appui aux dictatures militaires en Argentine ou au Brésil dans les années 1970, ou encore le Plan Colombie lancé dans les années 2000 pour lutter contre le narcotrafic et les guérillas. Ces actions ont renforcé parfois les clivages internes et la méfiance vis-à-vis des puissances extérieures. Encore aujourd'hui, les États-Unis conservent une présence politique, militaire et économique significative dans la région, notamment à travers des bases militaires, des programmes d'assistance sécuritaire et leur rôle central dans la lutte contre le narcotrafic. Toutefois, leur influence est désormais concurrencée par la Chine, qui a multiplié ses investissements et partenariats commerciaux en Amérique du Sud.

Parallèlement, plusieurs initiatives d'intégration régionale ont vu le jour au cours des dernières décennies (voir **Annexe 1**). Le Mercosur, créé en 1991, a d'abord cherché à renforcer les échanges économiques entre ses membres (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay, rejoints un temps par le Venezuela). De son côté, la Communauté andine (Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie) s'est concentrée sur la coopération commerciale dans la zone andine. Enfin, l'UNASUR, lancée en 2008, visait à aller plus loin en favorisant la coopération politique et sécuritaire à l'échelle du continent. Son organe de défense, le Conseil de défense sud-américain (CDS), traite spécifiquement des questions de sécurité régionale. Celui-ci a rapidement été mis à l'épreuve : en 2009, la signature d'un accord entre la Colombie et les États-Unis autorisant l'installation de sept bases militaires américaines sur le sol colombien a provoqué une vive controverse entre les membres de l'organisation. Néanmoins, la Colombie a maintenu son accord bilatéral avec Washington malgré les critiques de ses voisins. Les projets d'intégration régionale restent donc fragiles. Ils se heurtent régulièrement aux clivages idéologiques entre gouvernements de gauche et de droite, ainsi qu'à une méfiance persistante envers tout leadership régional jugé trop dominant, en particulier celui du Brésil. La crise de l'UNASUR, dont plusieurs États membres se sont progressivement retirés, illustre bien ces difficultés : malgré l'existence d'institutions communes, l'Amérique du Sud peine encore à définir une vision partagée de la sécurité et du développement régional.

Dans ce contexte, le Brésil occupe une place particulière dans la région. Avec son immense territoire, sa population nombreuse et ses richesses naturelles, il a souvent été décrit comme le « géant » de la région par les analystes. Ses dirigeants successifs ont affiché l'ambition de donner au pays un rôle de premier plan sur la scène mondiale, en multipliant les partenariats au sein des BRICS et en participant activement aux discussions sur le climat, la sécurité et le commerce international. Cette ambition s'est également traduite par une hausse des dépenses de défense depuis la fin des années 1990, visant à moderniser ses forces armées et à renforcer son influence régionale (**Annexe 2**). Mais ces ambitions se heurtent à des difficultés internes : instabilité politique récurrente, inégalités sociales profondes, scandales de corruption et faiblesse budgétaire limitant ses capacités militaires. Cette fragilité réduit sa capacité à entraîner ses voisins et à se poser en véritable puissance stabilisatrice.

L'Argentine, longtemps rivale historique du Brésil, tente de rester influente malgré une situation économique tendue, marquée par l'inflation, la dette et des cycles répétés de crise. Elle conserve toutefois un poids culturel et intellectuel certain dans la région, ainsi qu'une diplomatie active, notamment à travers le Mercosur. D'autres pays, comme le Venezuela, connaissent des crises internes encore plus profondes. Malgré ses immenses réserves de pétrole, Caracas a vu son influence décliner sous l'effet des sanctions internationales, d'une grave crise économique et de l'exode de millions de ses citoyens vers les pays voisins, en particulier la Colombie et le Brésil.

Ces réalités politiques ne concernent pas seulement les gouvernements des Etats de la région, elles pèsent aussi sur l'environnement des entreprises. Au Brésil, les scandales de corruption ont affecté la confiance des investisseurs et freiné de grands projets d'infrastructures. À l'échelle régionale, l'absence de guerre interétatique constitue néanmoins un facteur de stabilité favorable au commerce et à l'implantation d'entreprises. Le Venezuela illustre cependant le revers de la médaille : en septembre 2025, les tensions se sont brusquement intensifiées avec l'annonce par Donald Trump, de retour à la Maison-Blanche, d'un renforcement militaire américain visant le régime de Maduro. Cette démonstration de force, accompagnée de nouvelles sanctions, a relancé les incertitudes autour de la viabilité économique du pays et de la sécurité des investisseurs étrangers. Ces situations variées rappellent que les dynamiques internes, régionales et extérieures se combinent et constituent un ensemble de risques pour les investisseurs étrangers.

La région n'est pas non plus épargnée par les ambitions des grandes puissances mondiales. Les États-Unis, historiquement dominants en Amérique latine, conservent une influence stratégique, notamment en matière militaire, avec des accords de coopération sécuritaire et une présence en Colombie. Mais Washington doit désormais composer avec la montée en puissance de la Chine, qui est devenue un partenaire commercial majeur pour plusieurs pays sud-américains (**Annexe 3**). Pékin investit massivement dans les mines, l'énergie, les infrastructures et cherche à sécuriser l'accès à des ressources stratégiques comme le lithium ou le soja. L'Union européenne, de son côté, tente de renforcer ses liens via l'accord de libre-échange négocié avec le Mercosur, qui suscite cependant de vifs débats autour des questions environnementales et agricoles.

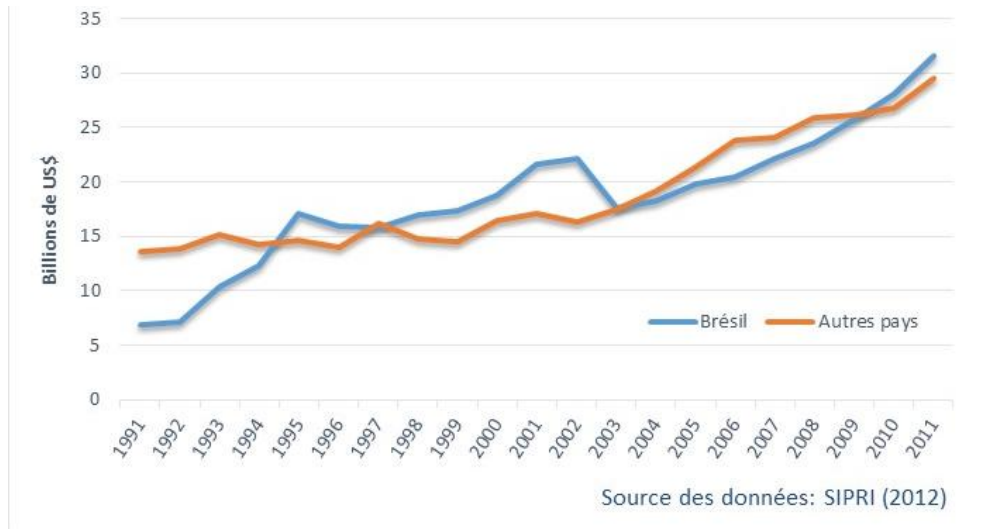
Dans ce jeu complexe, les ressources naturelles – pétrole, soja, cuivre, lithium – apparaissent comme des atouts majeurs, mais aussi comme des sources de convoitises et de rivalités. L'Amérique du Sud se retrouve ainsi au cœur d'une compétition mondiale, tout en cherchant à définir son propre chemin entre instabilité politique interne aux Etats, coopération régionale et pressions extérieures. La question centrale reste de savoir si la région saura construire une véritable autonomie stratégique autour de son « géant » brésilien, ou si elle continuera d'osciller entre divisions régionales et dépendance vis-à-vis des grandes puissances mondiales.



Annexe 1. L'Amérique du Sud, un sous-continent en voie d'intégration ?

Source : Questions internationales n°112, mars-avril 2022

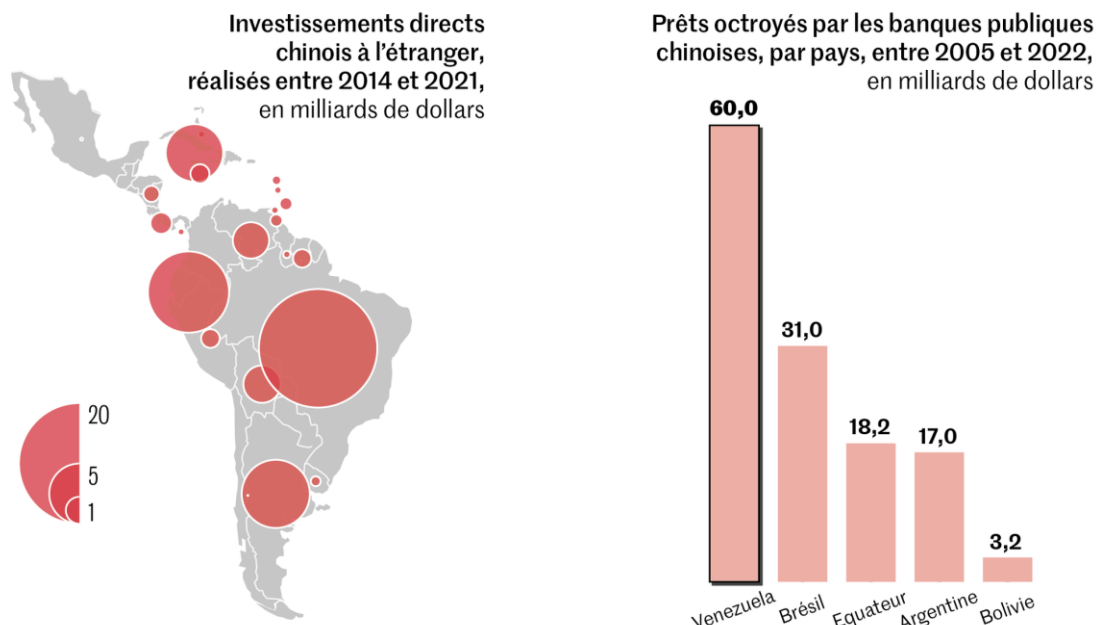
Dépenses de défense en Amérique du Sud (1991-2011)



Annexe 2. À partir de la fin des années 1990, mais principalement durant les années 2000, on note une augmentation considérable des dépenses militaires dans la majeure partie des pays d'Amérique du Sud, parfois accompagnée d'accords commerciaux extrarégionaux pour l'acquisition d'armements et de coopération militaire. La reprise des investissements dans les Forces Armées a eu de l'effet sur l'amélioration des effectifs militaires et sur les acquisitions d'armements par les pays sud-américains, d'origine toujours un peu plus diversifiées.

Source : Licio Caetano do Rego Monteiro (2017), "Géopolitique de la sécurité en Amérique du Sud : le rôle du Brésil et les dilemmes d'une région en transition", *L'Espace Politique*, 31-1.

La Chine est le principal investisseur et créancier des pays d'Amérique latine



Annexe 3. L'influence de la Chine en Amérique du Sud s'est fortement accrue au cours des deux dernières décennies. Pékin est devenu un partenaire commercial majeur, en particulier pour l'achat de matières premières stratégiques comme le cuivre, le soja ou le lithium, essentiels à la transition énergétique. Cette présence s'appuie aussi sur de grands projets d'infrastructures (ports, chemins de fer, énergie) financés par des entreprises et des banques chinoises. Cette dynamique redessine les équilibres régionaux, obligeant les pays sud-américains à composer entre l'héritage d'influence américaine et les opportunités offertes par la Chine.

Source : « En Amérique latine, la Chine s'impose dans l'« arrière-cour » des Etats-Unis », *Le Monde*, 2023